



ATTESTATION du candidat à la reprise d'actifs
--

Le soussigné

Nom	
Prénom	
Adresse	
Code Postal	
Ville	
Date de naissance	
Lieu de naissance	
Nationalité	
Date de délivrance du justificatif d'identité (carte d'identité ou passeport)	

Sachant que l'attestation sera utilisée en justice, et connaissance prise des dispositions de l'article 441-7 du code pénal, réprimant l'établissement d'attestation faisant état de faits matériellement inexacts, ci-après rappelées :

"Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts".

(cette phrase doit être écrite, ci-dessous, entièrement de votre main)

.....
.....
.....



mandatum

Société de Mandataire Judiciaire

www.mandatum.fr

Atteste sur l'honneur :

- que mon état civil est celui indiqué en tête du présent acte ;
- ne pas être et n'avoir jamais été en état d'interdiction ;
- ne pas être et n'avoir jamais été placé sous l'un des régimes de protection des majeurs ;
- ne pas être et n'avoir jamais été en état de cessation de paiement et n'a jamais été soumis à une procédure de règlement judiciaire, liquidation des biens, redressement judiciaire, liquidation judiciaire ou sauvegarde de l'entreprise et ne pas faire l'objet d'une mesure d'interdiction de gérer ou de faillite personnelle ou de toute autre mesure qui pourrait m'empêcher d'exploiter l'entreprise;
- ne pas être et n'avoir jamais été susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle de mes biens ;
- ne pas être et n'avoir jamais été en infraction avec les dispositions légales et réglementaires relatives à l'assainissement des professions commerciales et industrielles ou au blanchiment des capitaux ;
- que je dispose de ma pleine capacité civile et commerciale pour m'engager dans la présente cession;
- qu'il n'existe aucun empêchement à l'exploitation du fonds de commerce et/ou du matériel, compte tenu notamment de la législation pouvant m'être applicable et de ma capacité professionnelle, dont j'ai une parfaite connaissance.
- que le prix de cession figurant dans l'offre déposée sous ma responsabilité est sincère et véritable et qu'aucune somme complémentaire n'a été ou ne sera versée à quiconque, à l'insu du Tribunal, sous quelque forme que ce soit, pour quelque motif que ce soit (cette déclaration ne vise pas les éventuelles commissions d'agence immobilière, pas plus que les remboursements des dépôts de garantie, ou les frais, droits et honoraires d'acte liés aux opérations de cession).
- me conformer aux dispositions de l'article L 642-3 du Code de Commerce, et n'avoir aucun lien de parenté ou d'alliance, jusqu'au 2ème degré inclusivement, direct ou indirect, jusqu'au deuxième degré inclusivement, avec les dirigeants de droit ou de fait.
- que cette offre n'est pas faite pour le compte du débiteur, ni des dirigeants de droit ou de fait de la personne morale faisant l'objet de la procédure collective, ni encore de leurs parents et alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, ni même des contrôleurs et m'engage à ne pas céder de parts de la société cessionnaire au débiteur.
- avoir été informé des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visées par les articles L.561-1 à L.574-4 du Code monétaire et financier et déclare que les fonds engagés par lui ne proviennent pas d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou ne participent pas au financement du terrorisme (article L.561-15-1, 1er alinéa) et que les opérations envisagées aux termes des présentes ne sont pas liées au blanchiment des capitaux ou au financement du terrorisme (article L. 561-16 1er alinéa).



mandatum

Société de Mandataire Judiciaire

www.mandatum.fr

- agir pour mon compte et non pour le compte d'une tierce personne. A défaut, préciser son nom et ses coordonnées :
- ne pas être une personne politiquement exposée et n'avoir aucun lien avec une personne politiquement exposée. A défaut, préciser le nom, les coordonnées et la fonction de la personne politiquement exposée:
- que les deniers finançant l'opération ont pour origine :

<input type="checkbox"/> Emprunt bancaire	Nom de l'établissement bancaire	
	Adresse	
	Montant emprunté	

<input type="checkbox"/> Epargne	Nom de l'établissement bancaire	
	Adresse	
	Type d'épargne et origine	

<input type="checkbox"/> Prêt familial ou amical	Nom du prêteur	
	Adresse	
	Montant	

<input type="checkbox"/> Succession	Nom du notaire	
	Adresse	
	Montant	

Autres financements :



mandatum

Société de Mandataire Judiciaire

www.mandatum.fr

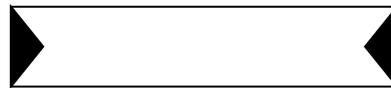
- avoir été informé que la présente cession revêt un caractère aléatoire et renonce de ce fait à toute action en vue de la remise en cause tant de la cession que de l'un quelconque des éléments cédés en fonction notamment des résultats d'exploitation ultérieurs.
- avoir procédé personnellement à toutes les investigations nécessaires préalablement à la présentation de son offre pour s'assurer de la faisabilité économique de la cession, ainsi que de la consistance et de l'étendue des droits et biens inclus dans cette dernière et, dégage le cédant de toute responsabilité à cet égard.

Fait à

Le

Pour servir ce que de droit.

Signature obligatoire + cachet + qualité du signataire



IMPORTANT : la présente attestation devant être utilisée en justice, le signataire atteste avoir pris connaissance des dispositions de l'article 441-7 alinéa 1 du code Pénal qui dispose qu'est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 244.90 euros d'amende le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts.

Joindre à la présente

- si l'offre est faite par une personne physique : une copie recto verso de la carte d'identité ou du passeport
- si l'offre est faite par une personne morale : un extrait kbis et les statuts.
Compléter également le tableau ci-dessous (uniquement pour les personnes morales)

Dénomination sociale	
Forme sociale	
Adresse du siège social	
Code Postal	
Ville	
Date d'immatriculation	
Objet social	
Nationalité	
Date de délivrance du justificatif d'identité (carte d'identité ou passeport)	

Liste des associés ou actionnaires



ATTESTATION PPE

Je soussigné.....

ATTESTE SUR L'HONNEUR

Ne pas exercer ou ne pas avoir exercé depuis moins d'un an l'une des fonctions suivantes, en France ou à l'étranger :

- *Chef d'Etat, chef de gouvernement, membre d'un gouvernement national ou de la Commission européenne ;*
- *Membre d'une assemblée parlementaire nationale ou du Parlement européen, membre de l'organe dirigeant d'un parti ou groupement politique soumis aux dispositions de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 ou leur équivalent en droit étranger ;*
- *Membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute juridiction dont les décisions ne sont pas, sauf circonstances exceptionnelles, susceptibles de recours ;*
- *Membre d'une cour des comptes ;*
- *Dirigeant ou membre de l'organe de direction d'une banque centrale ;*
- *Ambassadeur, chargé d'affaires, consul général et consul de carrière ;*
- *Officier général et officier supérieur des forces armées ;*
- *Membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une entreprise publique ;*
- *Directeur, directeur adjoint, membres du conseil d'une organisation internationale créée par un traité, ou une personne qui occupe une position équivalente en son sein.*

Ne pas avoir des membres directs de ma famille, ou une ou des personnes de mon entourage étroitement associées, qui exercent ou ont cessé d'exercer depuis moins d'un an l'une des fonctions citées ci-dessus en France ou à l'étranger

En cas de réponse positive :

Me concernant	Concernant un proche
Fonction(s) exercée(s) :	Nom de naissance :
Dans quel(s) pays :	Nom d'usage :
	Prénom(s) d'état civil :
	Prénom d'usage :
	Date de naissance :
	Pays de naissance :
	Fonction(s) exercée(s) :
	Dans quel(s) pays :
	Lien avec cette personne :

Fait le

A

Pour servir ce que de droit.

Signature obligatoire + mention « certifié sincère et véritable »



IMPORTANT : la présente attestation devant être utilisée en justice, le signataire atteste avoir pris connaissance des dispositions de l'article 441-7 alinéa 1 du code Pénal qui dispose qu'est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 244.90 euros d'amende le fait d'établir une attestation ou un certificat